

**Consultation à la demande de la Ministre des Télécommunications concernant  
l'avant-projet de loi portant modification des articles 2, 11/1°, 28/3 et 28/4 de la loi du  
13 juin 2005 relative aux communications électroniques**

---

**Comment réagir au présent document ?**

---

Jusqu'au **8 septembre 2023**

Uniquement par e-mail à [consultation.sg@ibpt.be](mailto:consultation.sg@ibpt.be)

Avec la référence **CONSULT-2023-C3**

Personne de contact : Steve Van Den Bossche, Eerste adviseur (+ 32 2 226 87 68)

**Les réponses sont attendues uniquement par voie électronique à l'adresse précisée.**

Merci de joindre ce [formulaire de couverture](#) à votre réponse.

Vos commentaires devraient se référer aux paragraphes et/ou sections auxquels ils se rapportent et indiquer clairement ce qui est confidentiel.

**La présente consultation est faite à la demande de la Ministre des Télécommunications. En conséquence, il est à noter que l'ensemble des informations communiquées à l'IBPT en réponse à cette consultation seront considérées comme lui étant directement destinées et pourront lui être intégralement transmises en l'état dans lequel elles ont été communiquées, sans autre traitement ou vérification.**

**TABLE DES MATIÈRES**

1. Objet .....3  
2. Annexes.....4  
Annexe 1. Dispositif de l’avant-projet de loi portant modification des articles 2, 11/1°, 28/3 et 28/4 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.....5  
Annexe 2. Exposé des motifs de l’avant-projet de loi portant modification des articles 2, 11/1°, 28/3 et 28/4 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques .....10  
Annexe 3. Version coordonnée de l’avant-projet de loi portant modification des articles 2, 11/1°, 28/3 et 28/4 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques .....16

## 1. **Objet**

1. La présente consultation publique a pour objet un avant-projet de loi portant modification des articles 2, 11/1<sup>o</sup>, 28/3 et 28/4 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (ci-après « avant-projet de loi »).
2. Ces modifications consistent à imposer aux entreprises fournissant, ou autorisées à fournir des réseaux publics de communications électroniques l'obligation, moyennant le respect de certaines conditions, de donner accès, à leurs infrastructures passives, ainsi qu'à certaines informations concernant lesdites infrastructures, et ce à la demande de toute autre entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux publics de communications électroniques.
3. Conformément aux articles 3 et 4 de la directive 2014/61/EU du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit (ci-après « la directive 2014/61/EU »), ces obligations sont censées s'appliquer tant aux entreprises fournissant ou autorisées à fournir des réseaux publics de communications électroniques qu'aux gestionnaires d'infrastructures passives au sens de l'actuel article 2, 11/1<sup>o</sup> de la loi (c'est-à-dire, les opérateurs d'autres types de réseaux, tels que les réseaux de gaz et d'électricité). Or, seuls ces derniers sont actuellement visés par les articles 28/3 et 28/4 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (ci-après « LCE »).
4. Compte tenu des règles de répartition des compétences, la directive 2014/61/UE (notamment ses articles 3 et 4) a été transposée dans différents textes réglementaires adoptés aux niveaux interfédéral, fédéral et régional au sein desquels chaque niveau de pouvoir a imposé lesdites obligations aux opérateurs de réseaux qui relèvent de ses compétences.
5. Vu ces éléments, l'avant-projet de loi modifie les articles 28/3 et 28/4 de la LCE afin qu'ils ne concernent que les relations mutuelles entre opérateurs télécoms.
6. Enfin, l'avant-projet prévoit aussi la possibilité pour le Roi, sur proposition ou avis de l'IBPT, d'ajouter à la liste des informations déjà prévues par l'article 4 (1) de la directive 2014/61/UE et reprise par l'article 28/4, § 1<sup>er</sup>, toute autre information pertinente qui contribuerait à faciliter les investissements dans les réseaux de communications électroniques à haut débit. En effet, il s'avère que d'autres informations pourraient aussi intéresser un opérateur envisageant le déploiement ou l'extension d'un réseau de communications électroniques à haut débit. Lui permettre d'accéder à ces informations réduirait donc davantage les entraves au déploiement tout en contribuant à réduire les coûts environnementaux qui y sont liés. Puisque la directive 2014/61/EU est d'harmonisation minimale, rien ne s'oppose à ce que la liste des informations en question soit étendue.

## **2. Annexes**

Annexe 1. Dispositif de l'avant-projet de loi portant modification des articles 2, 11/1<sup>o</sup>, 28/3 et 28/4 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques

Annexe 2. Exposé des motifs de l'avant-projet de loi portant modification des articles 2, 11/1<sup>o</sup>, 28/3 et 28/4 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques

Annexe 3. Version coordonnée de l'avant-projet de loi portant modification des articles 2, 11/1<sup>o</sup>, 28/3 et 28/4 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques

**Annexe 1. Dispositif de l'avant-projet de loi portant modification des articles 2, 11/1°, 28/3 et 28/4 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques**

ROYAUME DE BELGIQUE	KONINKRIJK BELGIË
<b>SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE</b>	<b>FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE</b>
<b>[DATE] - Avant-projet de loi portant modification des articles 2, 11/1°, 28/3 et 28/4 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques</b>	<b>[DATUM] - Voorontwerp van wet tot wijziging van de artikelen 2, 11/1°, 28/3 en 28/4 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie</b>
PHILIPPE, Roi des Belges,	FILIP, Koning der Belgen,
À tous, présents et à venir,	Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen,
Salut.	Onze Groet.
Sur la proposition de la Ministre des Télécommunications,	Op de voordracht van de minister van Telecommunicatie,
<b>NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :</b>	<b>HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ:</b>
La Ministre des Télécommunications est chargée de présenter en Notre nom à la Chambre des représentants le projet de loi dont la teneur suit :	De minister van Telecommunicatie is ermee belast het ontwerp van wet, waarvan de tekst hierna volgt, in onze naam in te dienen bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers:
La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :	De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt:
<b>CHAPITRE 1<sup>er</sup>. Disposition générale</b>	<b>HOOFDSTUK 1. Algemene bepaling</b>
<b>Article 1<sup>er</sup>.</b> La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.	<b>Artikel 1.</b> Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.
<b>CHAPITRE 2. Modifications de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques</b>	<b>HOOFDSTUK 2. Wijzigingen van de wet van 13 juin 2005 betreffende de elektronische communicatie</b>
<b>Art. 2.</b> Dans l'article 2 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, modifié en dernier lieu par la loi du 20 juillet 2022, le 11/1° est abrogé.	<b>Art. 2.</b> In artikel 2 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, laatst gewijzigd door de wet van 20 juli 2022, wordt de bepaling onder 11/1° opgeheven.
<b>Art. 3.</b> A l'article 28/3 de la même loi, inséré par la loi du 21 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :	<b>Art. 3.</b> In artikel 28/3 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 21 december 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:
1° dans le paragraphe 1 <sup>er</sup> , les mots « En réponse à une demande écrite formulée par une	1° in paragraaf 1, worden de woorden " Op schriftelijk verzoek van een onderneming die

<p>entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux de communications publics, le gestionnaire d'infrastructures passives, » sont remplacés par les mots « Toute entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux publics de communications électroniques, en réponse à une demande écrite formulée par une autre entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux publics de communications électroniques, » ;</p>	<p>openbare communicatienetwerken aanbiedt of waaraan een vergunning voor het aanbieden ervan is verleend, willigt de beheerder van passieve infrastructuur de, " vervangen door de woorden "Elke onderneming die openbare elektronische communicatienetwerken aanbiedt of daartoe gemachtigd is, op schriftelijk verzoek van een andere onderneming die openbare elektronische communicatienetwerken aanbiedt of daartoe gemachtigd is,";</p>
<p>2° dans la version néerlandaise du paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, les mots « met inbegrip van » sont insérés entre les mots « met hoge snelheid te huisvesten » et les mots « de toekomstige behoeften » ;</p>	<p>2° in de Nederlandse versie van paragraaf 2, eerste lid, 2°, worden de woorden "met inbegrip van" ingevoegd tussen de woorden "met hoge snelheid te huisvesten," en de woorden "de toekomstige behoeften";</p>
<p>3° dans le paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, les mots « du gestionnaire d'infrastructures passives » sont remplacés par les mots « de l'entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux publics de communications électroniques » ;</p>	<p>3° in paragraaf 2, eerste lid, 2°, worden de woorden "van de beheerder van passieve infrastructuur inbegrepen," vervangen door de woorden "van de onderneming die openbare elektronische communicatienetwerken aanbiedt of daartoe gemachtigd is, ";</p>
<p>4° dans la version néerlandaise du paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, les mots « die afdoende moeten worden aangetoond » sont remplacés par les mots « voor zover die afdoende aangetoond zijn » ;</p>	<p>4° in de Nederlandse versie van paragraaf 2, eerste lid, 2°, worden de woorden " die afdoende moeten worden aangetoond " vervangen door de woorden " voor zover die afdoende aangetoond zijn ";</p>
<p>5° dans le paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, les mots « le gestionnaire d'infrastructures passives » sont remplacés par les mots « l'entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux publics de communications électroniques » ;</p>	<p>5° in paragraaf 2, eerste lid, 6°, worden de woorden "de beheerder van de passieve infrastructuur" vervangen door de woorden " de onderneming die openbare elektronische communicatienetwerken aanbiedt of daartoe gemachtigd is ";</p>
<p>6° dans le paragraphe 2, alinéa 2, les mots « Le gestionnaire d'infrastructures passives » sont remplacés par les mots « L'entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux publics de communications électroniques » ;</p>	<p>6° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden "de beheerder van de passieve infrastructuur" vervangen door de woorden " de onderneming die openbare elektronische communicatienetwerken aanbiedt of daartoe gemachtigd is ";</p>
<p>7° dans le paragraphe 4, les mots « le gestionnaire d'infrastructures passives » sont remplacés par les mots « l'entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux publics de communications électroniques » ;</p>	<p>7° in paragraaf 4 worden de woorden "de beheerder van de passieve infrastructuur" vervangen door de woorden "de onderneming die openbare elektronische communicatienetwerken aanbiedt of daartoe gemachtigd is";</p>
<p>8° dans la version française du paragraphe 4, le mot « le » entre les mots « n'est pas » et « propriétaire » est remplacé par le mot « la ».</p>	<p>8° in de Franse versie van paragraaf 4 wordt het woord "le" tussen de woorden "n'est pas" en "propriétaire" vervangen door het woord "la".</p>
<p>9° dans le paragraphe 4, les mots « l'entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux de communications publics » sont remplacés par les mots « l'entreprise fournissant ou autorisée à</p>	<p>6° in paragraaf 4 worden de woorden "de onderneming die openbare communicatienetwerken aanbiedt of waaraan een vergunning voor het aanbieden ervan is verleend" vervangen door de woorden "de</p>

fournir des réseaux publics de communications électroniques ».	onderneming die openbare elektronische communicatienetwerken aanbiedt of daartoe gemachtigd is ”;
<b>Art. 3.</b> A l’article 28/4 de la même loi, inséré par la loi du 21 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :	<b>Art. 3.</b> In artikel 28/4 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 21 december 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:
1° dans le paragraphe 1er, les mots « entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux de communications publics » sont remplacés par les mots « entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux publics de communications électroniques ».	1° in paragraaf 1 worden de woorden “ onderneming die openbare communicatienetwerken aanbiedt of waaraan een vergunning voor het aanbieden ervan is verleend” vervangen door de woorden “ onderneming die openbare elektronische communicatienetwerken aanbiedt of daartoe gemachtigd is ”;
2° dans le paragraphe 1er, alinéa 1er, le mot « minimales » est abrogé ;	2° in paragraaf 1, eerste lid, wordt het woorddeel “minimum” in het woord “minimuminformatie” opgeheven;
3° dans le paragraphe 1er, alinéa 1er, les mots « du gestionnaire d’infrastructures passives » sont remplacés par les mots « d’une autre entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux publics de communications électroniques » ;	3° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden “van de beheerder van passieve infrastructuur” vervangen door de woorden “van een andere onderneming die openbare elektronische communicatienetwerken aanbiedt of daartoe gemachtigd is”;
4° dans le paragraphe 1er, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 : « Le Roi peut, sur proposition de l’Institut ou d’initiative, sur avis de l’Institut, ajouter à la liste des informations prévues à l’alinéa 1er, toute information supplémentaire pertinente en vue de faciliter les investissements dans les réseaux de communications électroniques à haut débit par les entreprises fournissant ou autorisées à fournir des réseaux publics de communications électroniques. »	4° in paragraaf 1 wordt tussen het tweede en derde lid een lid ingevoegd, luidende: “De Koning kan, op voorstel van het Instituut of op eigen initiatief, op advies van het Instituut, aan de lijst met informatie waarvan sprake in het eerste lid, alle aanvullende relevante informatie toevoegen om de investeringen te vergemakkelijken in elektronische-communicatienetwerken met hoge snelheid door ondernemingen die openbare elektronische communicatienetwerken aanbieden of daartoe gemachtigd zijn.”
5° dans le paragraphe 1er, alinéa 3 du texte actuel, le mot « minimales » est abrogé ;	5° in paragraaf 1, derde lid van de huidige tekst, wordt het woorddeel “minimum” in het woord “minimuminformatie” opgeheven;
6° dans le paragraphe 1er, alinéa 3 du texte actuel, les mots « à l’alinéa 1er» sont remplacés par les mots « au présent paragraphe » ;	6° in paragraaf 1, derde lid van de huidige tekst, worden de woorden “in het eerste lid” vervangen door de woorden “in deze paragraaf”;
7° dans le paragraphe 2, alinéa 1er, le mot « minimales » est abrogé ;	7° in paragraaf 2, eerste lid, wordt het woorddeel “minimum” in het woord “minimuminformatie” opgeheven;
8° dans le paragraphe 2, alinéa 1er, les mots « le gestionnaire d’infrastructures passives » sont remplacés par les mots « l’entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux publics de communications électroniques » ;	8° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden “de beheerder van de passieve infrastructuur” vervangen door de woorden “de onderneming die openbare elektronische communicatienetwerken aanbiedt of daartoe gemachtigd is ”;
9° dans le paragraphe 2, alinéa 1er, les mots « une entreprise fournissant ou autorisée à fournir	9° in paragraaf 2, eerste lid worden de woorden “ een onderneming die openbare

des réseaux de communications publics » sont remplacés par les mots « une entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux publics de communications électroniques ».	communicatienetwerken aanbiedt of waaraan een vergunning voor het aanbieden ervan is verleend” vervangen door de woorden “ een onderneming die openbare elektronische communicatienetwerken aanbiedt of daartoe gemachtigd is ”;
10° dans le paragraphe 3, alinéa 1 <sup>er</sup> , les mots « En réponse à la demande écrite spécifique formulée par une entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux de communications publics, le gestionnaire d'infrastructures passives » sont remplacés par le mot « Toute entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux publics de communications électroniques, en réponse à une demande écrite spécifique formulée par une autre entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux publics de communications électroniques, » ;	10° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden “ Op specifiek, schriftelijk verzoek van een onderneming die openbare communicatienetwerken aanbiedt of die daartoe gemachtigd is, gaat de beheerder van een passieve infrastructuur in” vervangen door het woord “Elke onderneming die openbare elektronische communicatienetwerken aanbiedt of daartoe gemachtigd is, gaat op specifiek schriftelijk verzoek van een andere onderneming die openbare elektronische communicatienetwerken aanbiedt of daartoe gemachtigd is, ”;
11° dans le paragraphe 5, les mots « les entreprises fournissant ou autorisées à fournir des réseaux de communications publics » sont remplacés par les mots « les entreprises fournissant ou autorisées à fournir des réseaux publics de communications électroniques ».	11° in paragraaf 5, eerste lid worden de woorden “de ondernemingen die openbare communicatienetwerken aanbieden of die daartoe gemachtigd zijn” vervangen door de woorden “de ondernemingen die openbare elektronische communicatienetwerken aanbieden of daartoe gemachtigd zijn”;
Donné à	Gegeven te
PAR LE ROI :	VAN KONINGSWEGE:
La Ministre des Télécommunications,	De Minister van Telecommunicatie,



**Annexe 2. Exposé des motifs de l'avant-projet de loi portant modification des articles 2, 11/1°, 28/3 et 28/4 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques**

<b>ROYAUME DE BELGIQUE</b>	<b>KONINKRIJK BELGIE</b>
<b>SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE</b>	<b>FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE</b>
<b>Avant-projet de loi portant modification des articles 2, 11/1°, 28/3 et 28/4 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques</b>	<b>Voorontwerp van wet tot wijziging van de artikelen 2, 11/1°, 28/3 en 28/4 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie</b>
<b>RÉSUMÉ</b>	<b>SAMENVATTING</b>
<p>Le présent avant-projet de loi a pour objet de modifier les articles 2, 28/3 et 28/4 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (ci-après « loi »).</p> <p>Ces modifications s'imposent afin de remédier à une erreur de transposition au sein des articles 28/3 et 28/4, qui transposent partiellement, respectivement, les articles 3 et 4 de la directive 2014/61/EU du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit (ci-après « la directive 2014/61/EU »).</p> <p>Les articles 3 et 4 de la directive 2014/61/EU imposent aux Etats Membres de veiller à ce que les opérateurs de réseaux aient obligation, moyennant le respect de certaines conditions, de donner accès, à leurs infrastructures physiques, ainsi qu'à certaines informations minimales concernant lesdites infrastructures, et ce à la demande de toute entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux de communications électroniques. Ces obligations sont censées s'appliquer tant aux opérateurs de réseaux de communications électroniques qu'aux opérateurs d'autres types de réseaux, en particulier de gaz, d'électricité, de chauffage, d'eau et de transport.</p> <p>Les articles 3 et 4 de la directive 2014/61/EU imposent également aux Etats membres de veiller à ce qu'en cas de litige concernant les droits et obligations prévus par ces articles, chacune des</p>	<p>Dit voorontwerp van wet heeft tot doel de artikelen 2, 28/3 en 28/4 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie (hierna "wet") te wijzigen.</p> <p>Die wijzigingen zijn nodig om een omzettingfout recht te trekken binnen de artikelen 28/3 en 28/4, die gedeeltelijk, respectievelijk, de artikelen 3 en 4 van de Richtlijn 2014/61/EU van het Europees Parlement en de Raad van 15 mei 2014 inzake maatregelen ter verlaging van de kosten van de aanleg van elektronische-communicatienetwerken met hoge snelheid (hierna "de Richtlijn 2014/61/EU") omzetten.</p> <p>De artikelen 3 en 4 van de Richtlijn 2014/61/EU leggen de lidstaten op ervoor te zorgen dat netwerkkoperatoren verplicht zijn, onder bepaalde voorwaarden, toegang te verlenen tot hun fysieke infrastructuur, alsook tot bepaalde minimuminformatie betreffende die infrastructuur op verzoek van elke onderneming die openbare elektronische-communicatienetwerken aanbiedt of waaraan een vergunning voor het aanbieden ervan is verleend. Die verplichtingen worden geacht toegepast te worden op zowel operatoren van elektronische-communicatienetwerken, als op operatoren van andere soorten netwerken, in het bijzonder van gas, elektriciteit, verwarming, water en vervoer.</p> <p>De artikelen 3 en 4 van de Richtlijn 2014/61/EU leggen de lidstaten eveneens op ervoor te zorgen dat, wanneer een geschil ontstaat in verband met de in die artikelen vermelde rechten en</p>

<p>parties puisse porter le litige devant un organisme national de règlement des litiges.</p> <p>Compte tenu des règles de répartition des compétences, la directive 2014/61/UE (notamment les articles 3 et 4) a été transposée dans différents textes réglementaires régionaux et fédéraux au sein desquels chaque niveau de pouvoir a imposé lesdites obligations aux opérateurs de réseaux qui relèvent de ses compétences.</p> <p>La directive 2014/61/UE a également été transposée au niveau interfédéral par l'accord de coopération conclu le 14 juillet 2017 entre l'État fédéral, les Communautés et les régions dans le cadre de la transposition de la directive 2014/61/UE (ci-après « accord de coopération du 14 juillet 2017 »), qui a instauré un organe de règlement des litiges en matière d'infrastructures de réseaux, dénommé ORL, qui est compétent dans ce cadre pour les litiges entre les opérateurs de réseaux, à l'exception des litiges qui concernent uniquement les opérateurs de communications électroniques (article 5, § 2, de l'accord de coopération du 14 juillet 2017). Ces derniers relèvent des compétences de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (ci-après « Institut ») (voy. article 14, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>/1 de de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges).</p> <p>Il apparaît toutefois que les actuels articles 28/3 et 28/4 de la loi sont entachés de plusieurs erreurs.</p> <p>En premier lieu, les entreprises fournissant ou autorisées à fournir des réseaux de communications électroniques ne sont actuellement pas soumises à des obligations que ces dispositions prévoient. La transposition des articles 3 et 4 de la directive 2014/61/UE est donc incorrecte.</p> <p>En second lieu, les actuels articles 28/3 et 28/4 posent problème sur le plan institutionnel belge parce qu'il ne concernent pas uniquement les relations mutuelles entre opérateurs de réseaux de communications électroniques.</p> <p>Le présent avant-projet de loi corrige ces erreurs en limitant les obligations prévues dans ces</p>	<p>verplichtingen, elke partij bij het geschil het recht heeft het geschil door te verwijzen naar een nationale instantie voor geschillenbeslechting.</p> <p>Rekening houdende met de regels inzake de verdeling van de bevoegdheden is de Richtlijn 2014/61/EU (meer bepaald de artikelen 3 en 4) omgezet in verschillende gewestelijke en federale reglementaire teksten binnen dewelke elke machtsniveau deze verplichtingen heeft opgelegd aan de netwerkoperatoren die onder zijn bevoegdheden vallen.</p> <p>De Richtlijn 2014/61/EU is eveneens op interfederaal niveau omgezet door het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2017 tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten in het kader van de omzetting van de Richtlijn 2014/61/EU (hierna "samenwerkingsakkoord van 14 juli 2017"), dat een instantie voor geschillenbeslechting inzake netwerkinfrastructuren heeft opgericht, genaamd IGB, die in dat kader bevoegd is voor geschillen tussen de netwerkoperatoren, met uitzondering van geschillen die uitsluitend operatoren van elektronische-communicatienetwerken betreffen (artikel 5, § 2, van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2017). Die laatste vallen onder de bevoegdheden van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie (hierna "Instituut") (zie artikel 14, § 1, 4<sup>o</sup>/1 van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector.</p> <p>Het blijkt echter dat de huidige artikelen 28/3 en 28/4 van de wet verschillende fouten bevatten.</p> <p>In eerste instantie zijn de ondernemingen die openbare elektronische-communicatienetwerken aanbieden of waaraan een vergunning voor het aanbieden ervan is verleend, momenteel niet onderworpen aan verplichtingen waar die bepalingen in voorzien. De omzetting van artikelen 3 en 4 van de Richtlijn 2014/61/EU is dus niet correct.</p> <p>In tweede instantie leveren de huidige artikelen 28/3 en 28/4 problemen op Belgisch institutioneel vlak op, omdat ze niet alleen de wederzijdse relaties tussen operatoren van elektronische-communicatienetwerken betreffen.</p>
---	--

<p>dispositions aux seules entreprises fournissant ou autorisées à fournir des réseaux publics de communications électroniques.</p> <p>L'avant-projet de loi prévoit aussi la possibilité pour le Roi d'ajouter, à la liste des informations prévues par l'article 28/4, § 1<sup>er</sup>, toute information supplémentaire pertinente en vue de faciliter les investissements dans les réseaux de communications électroniques à haut débit par les entreprises fournissant ou autorisées à fournir des réseaux publics de communications publics.</p>	<p>Dit voorontwerp van wet verbetert die fouten door de in die bepalingen vermelde verplichtingen te beperken tot enkel de ondernemingen die openbare elektronische communicatienetwerken aanbieden of daartoe gemachtigd zijn.</p> <p>Het voorontwerp van wet voorziet er ook in dat de Koning aan de in artikel 28/4, § 1 vermelde lijst met informatie, alle aanvullende relevante informatie kan toevoegen om de investeringen te vergemakkelijken in elektronische-communicatienetwerken met hoge snelheid door ondernemingen die openbare elektronische communicatienetwerken aanbieden of daartoe gemachtigd zijn.</p>
MESDAMES, MESSIEURS,	DAMES EN HEREN,
<b>EXPOSÉ DES MOTIFS</b>	<b>MEMORIE VAN TOELICHTING</b>
<b>COMMENTAIRE DES ARTICLES</b>	<b>ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING</b>
<b>Chapitre 1er - Disposition générale</b>	<b>Hoofdstuk 1 – Algemene bepaling</b>
<b>Article 1<sup>er</sup></b>	<b>Artikel 1</b>
Cet article ne nécessite pas de commentaire	Dit artikel behoeft geen commentaar
<b>Chapitre 2 – Modifications de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques</b>	<b>Hoofdstuk 2 – Wijzigingen van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie</b>
<b>Article 2 (art. 2, 11/1<sup>o</sup> version coord.)</b>	<b>Artikel 2 (art. 2, 11/1<sup>o</sup> gecoörd. versie)</b>
<p>Cet article abroge l'article 2, 11/1<sup>o</sup>, de la loi qui définit la notion de gestionnaire d'infrastructures passives.</p> <p>Il n'est plus nécessaire de maintenir cette notion dans la mesure où elle n'est actuellement utilisée que dans les articles 28/3 et 28/4 de la loi actuellement en vigueur, mais qu'elle ne sera plus utilisée dans ces articles suite aux modifications proposées par le présent avant-projet de loi.</p>	<p>Dit artikel heft artikel 2, 11/1<sup>o</sup>, van de wet op dat het begrip beheerder van passieve infrastructuur definieert.</p> <p>Het is niet meer nodig om dit begrip te handhaven voor zover het momenteel enkel wordt gebruikt in de artikelen 28/3 en 28/4 van de wet die momenteel van kracht is, maar dat het niet meer zal gebruikt worden in die artikelen naar aanleiding van de door dit voorontwerp van wet voorgestelde wijzigingen.</p>

Article 3 (art. 28/3 version coord.)	Artikel 2 (art. 28/3 gecoörd. versie)
<p>Cet article modifie l'article 28/3 afin qu'il ne concerne désormais que les relations mutuelles entre les entreprises fournissant ou autorisées à fournir des réseaux publics de communications électroniques.</p> <p>La modification règle ainsi deux difficultés inhérentes à l'article 28/3 de la loi.</p> <p>La première concerne la transposition erronée que cette disposition réalise de l'obligation d'accès (moyennant le respect de certaines conditions) aux infrastructures passives visée par l'article 3 de la directive 2014/61/UE. Cette obligation est censée s'appliquer tant aux entreprises fournissant ou autorisées à fournir des réseaux de communications publics qu'aux gestionnaires d'infrastructures passives au sens de l'actuel article 2, 11/1° de la loi (c'est-à-dire, les opérateurs d'autres types de réseaux, tels que les réseaux de gaz et d'électricité). Or, seuls ces derniers sont actuellement visés par l'article 28/3 de la loi.</p> <p>La deuxième difficulté ainsi corrigée a trait à la répartition des compétences en Belgique. Conformément à l'intention législative initiale, l'article 28/3 de la loi ne devrait concerner que les « <i>relations mutuelles entre opérateurs de réseaux de communications électroniques uniquement, sans que ne soit concerné aucun opérateur d'un autre type de réseau (énergie, transport, routes, égouttage, ...)</i> » (Exposé des motifs du projet de loi portant transposition du code des communications électroniques européen et modification de diverses dispositions en matière de communications électroniques, doc parl. Doc 55, 2256/001, p. 43). Pourtant, ce sont précisément les opérateurs des autres réseaux que ceux de communications électroniques qui sont actuellement visés par l'article 28/3 de la loi. Ceci est d'autant plus problématique que cette même disposition investit l'Institut d'une compétence de résolution de litiges qui empiète sur celle de l'ORL instauré par l'accord de coopération du 14 juillet 2017.</p>	<p>Dit artikel wijzigt artikel 28/3, zodat het voortaan enkel de wederzijdse relaties betreft tussen ondernemingen die openbare elektronische communicatienetwerken aanbieden of daartoe gemachtigd zijn.</p> <p>De wijziging regelt zo twee moeilijkheden inherent aan artikel 28/3 van de wet.</p> <p>De eerste betreft de foutieve omzetting die deze bepaling maakt van de verplichting tot toegang (mits bepaalde voorwaarden worden nageleefd) tot passieve infrastructures zoals bedoeld in artikel 3 van de Richtlijn 2014/61/EU. Die verplichting wordt geacht toegepast te worden op zowel de ondernemingen die openbare elektronische-communicatienetwerken aanbieden of waaraan een vergunning voor het aanbieden ervan is verleend, als op de beheerders van passieve infrastructures in de zin van het huidige artikel 2, 11/1°, van de wet (dat wil zeggen de operatoren van andere soorten netwerken, zoals de gas- en elektriciteitsnetwerken). Echter, worden enkel die laatsten momenteel bedoeld door artikel 28/3 van de wet.</p> <p>De tweede moeilijkheid die zo verbeterd wordt, heeft betrekking op de verdeling van de bevoegdheden in België. Overeenkomstig de oorspronkelijke bedoeling van de wetgever, zou artikel 28/3 van de wet enkel de "<i>wederzijdse relaties tussen operatoren van elektronische-communicatienetwerken gaat, zonder dat operator van een ander type netwerk (energie, transport, wegen, riolering, ...) is betrokken</i>" betreffen (memorie van toelichting van het wetsontwerp houdende omzetting van het Europees wetboek voor elektronische communicatie en wijziging van diverse bepalingen inzake elektronische communicatie, Parl. st. Doc 55, 2256/001, blz. 43). Nochtans zijn het net de operatoren van andere netwerken dan elektronische-communicatienetwerken die momenteel beoogd worden door artikel 28/3 van de wet. Dit is nog problematischer aangezien diezelfde bepaling het Instituut een bevoegdheid tot geschillenbeslechting geeft die een inbreuk maakt op de bevoegdheid van de door het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2017 opgerichte IGB.</p>

Article 4 (article 28/4 version coord.)	Artikel 5 (art. 28/4 gecoörd. versie)
<p>Les modifications proposées par cet article règlent deux aspects problématiques de l'article 28/4 de la loi actuellement ne vigueur.</p> <p>Premièrement, elles corrigent une erreur de transposition analogue à celle décrite dans le commentaire de l'article précédent. Ainsi, actuellement, l'article 28/4 de la loi réalise une transposition partielle de l'obligation de transparence prévue à l'article 4 de la directive 2014/61/UE qui est à la fois trop <i>restrictive</i> au regard de la directive 2014/61/UE et trop <i>large</i> sur le plan institutionnel belge. Conformément à l'intention législative initiale, l'article 28/4 de la loi ne devrait concerner que les entreprises fournissant ou autorisées à fournir des réseaux publics de communications électroniques. En effet, l'exposé des motifs de la loi introduisant l'article 28/4 énonce que : « <i>Le nouvel article 28/4 de la LCE vise à transposer l'article 4 de la directive 2014/61/UE. Il tend à garantir une utilisation optimale des infrastructures passives d'opérateurs de réseaux de communications électroniques auxquelles leurs concurrents seraient intéressés d'avoir accès.</i> » (Exposé des motifs du projet de loi portant transposition du code des communications électroniques européen et modification de diverses dispositions en matière de communications électroniques, doc parl. Doc 55, 2256/001, p. 43)</p> <p>Deuxièmement, les modifications proposées règlent une problématique distincte concernant la liste d'informations minimales prévue à l'article 4, § 1<sup>er</sup> de la directive 2014/61/UE que l'article 28/4, § 1<sup>er</sup> reprend tel quel. Il s'avère que d'autres informations (par ex. celles relatives aux espaces disponibles dans les gaines) pourraient aussi intéresser les opérateurs envisageant le déploiement ou l'extension d'un réseau de communications électroniques. Leur permettre d'accéder à ces informations réduirait donc davantage les entraves au déploiement tout en contribuant à réduire les coûts environnementaux qui y sont liés. Or, puisque la directive 2014/61/UE est d'harmonisation minimale (article 1 (3) de la</p>	<p>De door dit artikel voorgestelde wijzigingen regelen twee problematische aspecten van artikel 28/4 van de wet die momenteel van kracht is.</p> <p>Ten eerste, verbeteren ze een omzettingfout analoog met die beschreven in de commentaar van het voorgaande artikel. Zo verwezenlijkt artikel 28/4 van de wet momenteel een gedeeltelijke omzetting van de in artikel 4 van de Richtlijn 2014/61/EU vermelde verplichting tot transparantie die tegelijk te <i>beperkend</i> is ten opzichte van de Richtlijn 2014/61/EU en te <i>breed</i> op het Belgische institutionele vlak. Overeenkomstig de oorspronkelijke bedoeling van de wetgever zou artikel 28/4 van de wet enkel ondernemingen die openbare elektronische communicatienetwerken aanbieden of daartoe gemachtigd zijn, moeten betreffen. De memorie van toelichting van de wet tot invoering van artikel 28/4 schrijft immers voor: "<i>Het nieuwe artikel 28/4 van de WEC heeft tot doel artikel 4 van Richtlijn 2014/61/EU om te zetten. Het heeft tot doel ervoor te zorgen dat optimaal gebruik wordt gemaakt van de passieve infrastructuur van operatoren van elektronische-communicatienetwerken, waartoe hun concurrenten graag toegang zouden willen krijgen.</i>" (Memorie van toelichting van de wet van wet houdende omzetting van het Europees Wetboek voor elektronische communicatie en wijziging van diverse bepalingen inzake elektronische communicatie, Parl. st. Doc 55, 2256/001, blz. 43).</p> <p>Ten tweede regelen de wijzigingen een afzonderlijke problematiek betreffende de lijst van minimuminformatie waarvan sprake in artikel 4, lid 1, van de Richtlijn 2014/61/EU dat artikel 28/4, § 1 ongewijzigd overneemt. Het blijkt dat andere informatie (bijv. die inzake de beschikbare ruimte in de kabelgoten) de operatoren die de aanleg of de uitbreiding van elektronische-communicatienetwerk beogen, ook zou kunnen interesseren. Hen in staat stellen toegang te krijgen tot die informatie zou dus de uitrolbelemmeringen nog meer dichten, terwijl bijgedragen wordt aan het verminderen van de daarmee verbonden milieukosten. Welnu, aangezien de Richtlijn 2014/61/EU minimumharmonisatie bevat (artikel 1, punt (3), van de Richtlijn 2014/61/EU), belet niets om de lijst van de informatie in kwestie uit te breiden.</p>

directive 2014/61/UE), rien n'empêche d'élargir la liste des informations en question.	
Voici, Mesdames et Messieurs, la portée du projet que le gouvernement a l'honneur de soumettre à votre approbation.	Dit is, Dames en Heren, de draagwijdte van het wetsontwerp dat de regering de eer heeft u ter goedkeuring voor te leggen.
La Ministre des Télécommunications	De Minister van Telecommunicatie
Petra De Sutter	

**Annexe 3. Version coordonnée de l'avant-projet de loi portant modification des articles 2, 11/1°, 28/3 et 28/4 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques**

Version coordonnée de l'avant-projet de loi portant modification des articles 2, 11/1°, 28/3 et 28/4 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques	Gecoördineerde versie van het wetsontwerp tot wijziging van de artikelen 2, 11/1°, 28/3 en 28/4 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie
<b>Article 2</b>	<b>Artikel 2</b>
Art. 2. Pour l'application de la présente loi, il faut entendre par :	Art. 2. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder:
(...)	(...)
<p><del>11/1° : « "gestionnaire d'infrastructures passives" : un acteur économique qui, d'une part, fournit un service de production, de transport ou de distribution de gaz, d'électricité (y compris pour l'éclairage public) ou d'eau (y compris l'évacuation ou le traitement et l'assainissement des eaux usées, et les systèmes d'égouts); un service de chauffage; ou des services de transport (y compris les voies ferrées, les routes, les ports et les aéroports), et qui, d'autre part, met à disposition des éléments de son réseau sans que ceux-ci deviennent eux-mêmes un élément actif d'un réseau de communications électroniques ; »</del></p>	<p><del>11/1° "beheerder van passieve infrastructures": een economische speler die, enerzijds, een dienst levert van productie, transport of distributie van gas, van elektriciteit (straatverlichting inbegrepen) of van water (de verwijdering of verwerking en zuivering van afval en rioolwater, en drainagesystemen inbegrepen); van verwarming; of die transportdiensten verstrekt (met inbegrip van spoorwegen, wegen, havens en luchthavens), en die anderzijds elementen van zijn netwerk ter beschikking stelt zonder dat deze zelf actieve elementen van een elektronische communicatienetwerk worden;</del></p>
<b>Article 28/3</b>	<b>Artikel 28/3</b>
<p><del>Art. 28/3. § 1<sup>er</sup>. En réponse à une demande écrite formulée par une entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux de communications publics, le gestionnaire d'infrastructures passives</del>  Toute entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux publics de communications électroniques, en réponse à une demande écrite formulée par une autre entreprise fournissant ou autorisée à</p>	<p><del>Art. 28/3. § 1. Op schriftelijk verzoek van een onderneming die openbare communicatienetwerken aanbiedt of waaraan een vergunning voor het aanbieden ervan is verleend, willicht de</del>  beheerder van passieve infrastructuur de  Elke onderneming die openbare elektronische communicatienetwerken aanbiedt of daartoe gemachtigd is, op schriftelijk verzoek van een andere</p>

<p><b>fournir des réseaux publics de communications électroniques</b>, fait droit à toute demande raisonnable d'accès à ses infrastructures passives selon des modalités et des conditions équitables et raisonnables, y compris au niveau du prix, en vue du déploiement d'éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit. Cette demande écrite indique de manière détaillée les éléments du projet pour lequel l'accès est demandé, y compris un échéancier précis.</p>	<p><b>onderneming die openbare elektronische communicatienetwerken aanbiedt of daartoe gemachtigd is</b>, redelijke verzoeken om toegang tot zijn passieve infrastructuur in onder billijke en redelijke eisen en voorwaarden met inbegrip van de prijs, met het oog op de aanleg van elektronische-communicatienetwerken met hoge snelheid. Dat schriftelijke verzoek bevat een nadere omschrijving van de elementen van het project waarvoor om toegang wordt verzocht, met inbegrip van een precies tijdschema.</p>
<p>§ 2. Tout refus d'accès est fondé sur des critères objectifs, transparents et proportionnés, tels que:</p>	<p>§ 2. Elke weigering om toegang te verlenen, is gebaseerd op objectieve, transparante en evenredige criteria, zoals:</p>
<p>1° la capacité technique de l'infrastructure passive à laquelle l'accès a été demandé d'accueillir les éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit visés au paragraphe 1er;</p>	<p>1° de technische geschiktheid van de passieve infrastructuur waarvoor om toegang wordt verzocht voor het onderbrengen van de in paragraaf 1 bedoelde elementen van elektronische-communicatienetwerken met hoge snelheid;</p>
<p>2° l'espace disponible pour accueillir les éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit visés au paragraphe 1er, y compris les besoins futurs d'espace <del>du gestionnaire d'infrastructures passives de l'entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux publics de communications électroniques</del> pour autant que ceux-ci aient été démontrés de manière suffisante;</p>	<p>2° de beschikbaarheid van ruimte om de in paragraaf 1 bedoelde elementen van de elektronische-communicatienetwerken met hoge snelheid te huisvesten, <b>met inbegrip van de toekomstige behoeften aan ruimte van de beheerder van passieve infrastructuur inbegrepen van de onderneming die openbare elektronische communicatienetwerken aanbiedt of daartoe gemachtigd is, die afdoende aangetoond voor zover die afdoende aangetoond zijn;</b></p>
<p>3° des considérations de sûreté et de santé publique;</p>	<p>3° overwegingen met betrekking tot veiligheid en volksgezondheid;</p>
<p>4° l'intégrité et la sécurité de l'infrastructure passive, en particulier de celle constituant une infrastructure critique nationale visée par la loi du 1er juillet 2011 relative à la sécurité et la protection des infrastructures critiques;</p>	<p>4° de integriteit en veiligheid van de passieve infrastructuur, met name van kritieke nationale infrastructuur bedoeld in de wet van 1 juli 2011 betreffende de beveiliging en de bescherming van de kritieke infrastructuren;</p>
<p>5° le risque d'interférence grave entre les services de communications électroniques en projet et ceux fournis à l'aide des infrastructures passives;</p>	<p>5° het risico van ernstige verstoring van de geplande elektronische-communicatiediensten en de diensten die via de passieve infrastructuur worden verstrekt;</p>
<p>6° la disponibilité d'autres moyens viables de fourniture en gros d'accès physique à</p>	<p>6° de vraag of <del>de beheerder van de passieve infrastructuur de onderneming</del></p>

<p>l'infrastructure passive, offerts par <del>le gestionnaire d'infrastructures passives</del> <b>l'entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux publics de communications électroniques</b> et adaptés à la fourniture de réseaux de communications électroniques à haut débit, pour autant que l'accès soit offert selon des modalités et des conditions équitables et raisonnables.</p>	<p><b>die openbare elektronische communicatienetwerken aanbiedt of daartoe gemachtigd is</b>, beschikt over levensvatbare alternatieve middelen voor het verlenen van fysieke wholesaletoeegang tot de passieve infrastructuur die geschikt zijn voor het aanbieden van elektronische-communicatienetwerken met hoge snelheid, op voorwaarde dat de toegang onder billijke en redelijke voorwaarden wordt verleend.</p>
<p><del>Le gestionnaire d'infrastructures passives</del> <b>L'entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux publics de communications électroniques</b> indique les raisons de son refus dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de la demande d'accès complète.</p>	<p>Uiterlijk twee maanden vanaf de datum van ontvangst van het volledige verzoek om toegang geeft <b>de onderneming die openbare elektronische communicatienetwerken aanbiedt of daartoe gemachtigd is de beheerder van de passieve infrastructuur</b> de redenen voor de weigering op.</p>
<p>§ 3. Si l'accès est refusé ou si aucun accord n'a été trouvé sur les modalités et conditions spécifiques, y compris le prix, dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de la demande d'accès, chaque partie est habilitée à porter l'affaire devant l'Institut, conformément à l'article 4 de la loi du 17 janvier 2003 concernant les recours et le traitement des litiges à l'occasion de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et télécommunications belges.</p>	<p>§ 3. Indien uiterlijk twee maanden vanaf de datum van ontvangst van het verzoek, toegang wordt geweigerd of indien geen overeenstemming wordt bereikt over specifieke eisen en voorwaarden, met inbegrip van de prijs, heeft elke partij het recht de zaak door te verwijzen naar het Instituut conform artikel 4 van de wet van 17 januari 2003 betreffende de rechtsmiddelen en de geschillenbehandeling naar aanleiding van de wet van 17 januari 2023 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector.</p>
<p>§ 4. Le présent article s'entend sans préjudice du droit de propriété du propriétaire de l'infrastructure passive lorsque <b>l'entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux publics de communications électroniques le gestionnaire d'infrastructures passives</b> n'est pas <del>la le</del> propriétaire ainsi que du droit de propriété de tout autre tiers, tels que les propriétaires fonciers et les propriétaires privés. Le présent article s'entend également sans préjudice de l'obligation pour <del>l'entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux publics de communications électroniques</del> <b>l'entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux publics de communications électroniques</b> d'obtenir les permis et autorisations requis pour la pose des éléments</p>	<p>§ 4. Dit artikel laat het eigendomsrecht van de eigenaar van de passieve infrastructuur, indien <del>de beheerder van de passieve infrastructuur</del> <b>de onderneming die openbare elektronische communicatienetwerken aanbiedt of daartoe gemachtigd is</b>, niet de eigenaar is, alsmede het eigendomsrecht van derden, zoals landeigenaren en eigenaren van privaat eigendom onverlet. Dit artikel laat eveneens de verplichting voor <del>de onderneming die openbare communicatienetwerken aanbiedt of waaraan een vergunning voor het aanbieden ervan is verleend</del> <b>de onderneming die openbare elektronische communicatienetwerken aanbiedt of daartoe gemachtigd is</b>, om de toelatingen en vergunningen te bekommen die vereist zijn voor de</p>

<p>constitutifs de son réseau de communications électroniques à haut débit.</p>	<p>aanleg van de bestanddelen van zijn elektronische-communicatienetwerk met hoge snelheid, onverlet.</p>
<p style="text-align: center;"><b>Article 28/4</b></p>	<p style="text-align: center;"><b>Artikel 28/4</b></p>
<p>Art. 28/4. § 1er. Toute <del>entreprise fournisseur ou autorisée à fournir des réseaux de communications publics</del> <b>entreprise fournisseur ou autorisée à fournir des réseaux publics de communications électroniques publics</b> a le droit, afin de demander l'accès à une infrastructure passive conformément à l'article 28/3, § 1er, d'accéder, sur simple demande, aux informations <del>minimales</del> suivantes relatives aux infrastructures passives existantes <del>du gestionnaire d'infrastructures passives d'une autre entreprise fournisseur ou autorisée à fournir des réseaux publics de communications électroniques</del> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1° l'emplacement et le tracé;</li> <li>2° le type et l'utilisation actuelle des infrastructures; et</li> <li>3° un point de contact.</li> </ul>	<p>Art. 28/4. § 1. Iedere <del>onderneming die openbare communicatienetwerken aanbiedt of die daartoe gemachtigd is waaraan een vergunning voor het aanbieden ervan is verleend</del> <b>onderneming die openbare elektronische communicatienetwerken aanbiedt of die daartoe gemachtigd is</b>, heeft op verzoek recht, op toegang tot de volgende <del>minimum</del> informatie met betrekking tot de bestaande passieve infrastructuur <del>van de beheerder van een passieve infrastructuur van een andere onderneming die openbare elektronische communicatienetwerken aanbiedt of daartoe gemachtigd is</del>, teneinde overeenkomstig artikel 28/3, § 1 een verzoek om toegang tot een passieve infrastructuur in te dienen:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1° locatie en route;</li> <li>2° aard en huidig gebruik van de infrastructuur; en</li> <li>3° een contactpunt.</li> </ul>
<p>L'entreprise qui demande l'accès précise la zone dans laquelle elle envisage le déploiement d'éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit.</p>	<p>De onderneming die om toegang verzoekt, specificeert het gebied waarin wordt overwogen om elementen van elektronische-communicatienetwerken met hoge snelheid aan te leggen.</p>
<p><b>Le Roi peut, sur proposition de l'Institut ou d'initiative, sur avis de l'Institut, ajouter à la liste des informations prévues à l'alinéa 1<sup>er</sup>, toute information supplémentaire pertinente en vue de faciliter les investissements dans les réseaux de communications électroniques à haut débit par les entreprises fournisseur ou autorisées à fournir des réseaux publics de communications électroniques.</b></p>	<p><b>De Koning kan, op voorstel van het Instituut of op eigen initiatief, op advies van het Instituut, aan de lijst met informatie waarvan sprake in het eerste lid, alle aanvullende relevante informatie toevoegen om de investeringen te vergemakkelijken in elektronische-communicatienetwerken met hoge snelheid door ondernemingen die openbare elektronische communicatienetwerken aanbieden of daartoe gemachtigd zijn.</b></p>

<p>Une limitation de l'accès aux informations <b>minimales</b> visées <b>au présent paragraphe à l'alinéa 1<sup>er</sup></b> est motivée et n'est autorisée que lorsque cela est nécessaire pour des raisons liées à la sécurité et à l'intégrité des infrastructures passives, à la sécurité nationale, à la santé publique ou à la sûreté, à la confidentialité ou aux secrets commerciaux et d'affaires.</p>	<p>Een beperking van de toegang tot de <b>in het eerste lid minimum</b> informatie bedoeld <b>in deze paragraaf</b> wordt met redenen omkleed en wordt uitsluitend toegestaan indien dit noodzakelijk is wordt geacht met het oog op de veiligheid en integriteit van de passieve infrastructuur, de nationale veiligheid, de volksgezondheid of de openbare veiligheid, de vertrouwelijkheid of de bescherming van handels- en bedrijfsgeheimen.</p>
<p>§ 2. Lorsque les informations <b>minimales</b> visées au paragraphe 1er ne sont pas disponibles par l'intermédiaire du point d'information unique, <del>le gestionnaire d'infrastructures passives l'entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux publics de communications électroniques</del> donne accès à ces informations sur demande spécifique formulée par écrit par <del>une entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux de communications publics</del> une entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux publics de communications électroniques.</p>	<p>§ 2. Indien de in paragraaf 1 bedoelde <b>minimum</b> informatie niet via het centrale informatiepunt beschikbaar is, biedt <del>de beheerder van de passieve infrastructuur de onderneming die openbare elektronische communicatienetwerken aanbiedt of daartoe gemachtigd is</del> op specifiek schriftelijk verzoek van <del>een onderneming die openbare communicatienetwerken aanbiedt of daartoe gemachtigd is</del> een onderneming die openbare elektronische communicatienetwerken aanbiedt of daartoe gemachtigd is, toegang aan tot dergelijke informatie.</p>
<p>Cette demande précise la zone concernée par un éventuel déploiement d'éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit.</p>	<p>In dat verzoek wordt gespecificeerd in welk gebied de aanleg van elementen van elektronische-communicatienetwerken met hoge snelheid wordt overwogen.</p>
<p>L'accès aux informations est accordé dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de la demande écrite, selon des modalités proportionnées, non discriminatoires et transparentes, sans préjudice des restrictions prévues en vertu du paragraphe 1er.</p>	<p>Toegang tot informatie moet binnen twee maanden vanaf de datum van ontvangst van het schriftelijk verzoek worden verleend, waarbij evenredige, niet-discriminerende en transparante voorwaarden worden gehanteerd, onverminderd de beperkingen overeenkomstig paragraaf 1.</p>
<p>§ 3. <del>En réponse à la demande écrite spécifique formulée par une entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux de communications publics, le gestionnaire d'infrastructures passives</del> Toute entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux publics de</p>	<p>§ 3. <del>Op specifiek, schriftelijk verzoek van een onderneming die openbare communicatienetwerken aanbiedt of daartoe gemachtigd is, gaat de beheerder van een passieve infrastructuur in</del> Elke onderneming die openbare elektronische communicatienetwerken aanbiedt of</p>

<p><b>communications électroniques, en réponse à une demande écrite spécifique formulée par une autre entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux publics de communications électroniques</b>, fait droit aux demandes raisonnables d'enquête sur place sur des éléments spécifiques de ses infrastructures passives. Cette demande précise les éléments de réseau concernés par le déploiement d'éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit.</p>	<p><b>daartoe gemachtigd is, gaat op specifiek schriftelijk verzoek van een andere onderneming die openbare elektronische communicatienetwerken aanbiedt of daartoe gemachtigd is</b>, in op redelijke verzoeken tot inspecties ter plaatse van specifieke elementen van zijn passieve infrastructures. In dat verzoek worden de betrokken elementen van het netwerk gespecificeerd met het oog op de aanleg van elementen van elektronische-communicatienetwerken met hoge snelheid.</p>
<p>L'autorisation d'effectuer des enquêtes sur place sur des éléments spécifiés de l'infrastructure passive est accordée, selon des modalités proportionnées, non discriminatoires et transparentes, dans un délai d'un mois à partir de la date de réception de la demande écrite et sans préjudice des restrictions prévues en vertu du paragraphe 1er. Les personnes ayant reçu l'autorisation devront respecter scrupuleusement les procédures et mesures de sécurité qui leur seront communiquées.</p>	<p>Inspecties ter plaatse van de gespecificeerde elementen van de passieve infrastructuur moeten uiterlijk één maand vanaf de datum van ontvangst van het schriftelijk verzoek worden toegestaan, waarbij evenredige, niet-discriminerende en transparante voorwaarden worden gehanteerd, onverminderd de beperkingen overeenkomstig paragraaf 1. De personen die de toestemming gekregen hebben moeten de procedures en veiligheidsmaatregelen die hun worden meegedeeld, nauwgezet naleven.</p>
<p>§ 4. En cas de litige concernant les droits et obligations prévus dans le présent article, chacune des parties a le droit de porter le litige devant l'Institut, conformément à l'article 4 de la loi du 17 janvier 2003 concernant les recours et le traitement des litiges à l'occasion de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et télécommunications belges.</p>	<p>§ 4. Wanneer een geschil ontstaat in verband met de in dit artikel vermelde rechten en verplichtingen, heeft elke partij bij het geschil het recht het geschil door te verwijzen naar het Instituut, overeenkomstig artikel 4 van de wet van 17 januari 2003 betreffende de rechtsmiddelen en de geschillenbehandeling naar aanleiding van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector.</p>
<p>§ 5. Lorsqu'elles obtiennent l'accès aux informations en vertu du présent article, <del>les entreprises fournissant ou autorisées à fournir des réseaux de communications publics</del> <b>les entreprises fournissant ou autorisées à fournir des réseaux publics de communications électroniques</b> prennent les mesures appropriées pour assurer le respect de</p>	<p>§ 5. Wanneer zij overeenkomstig dit artikel toegang krijgen tot informatie, nemen <del>de ondernemingen die openbare communicatienetwerken aanbieden of die daartoe gemachtigd zijn</del> <b>de ondernemingen die openbare elektronische communicatienetwerken aanbieden of daartoe gemachtigd zijn</b>, de nodige maatregelen ter bescherming van</p>

la confidentialité et des secrets commerciaux et d'affaires.	vertrouwelijkheid en handels- en bedrijfsgeheimen.